



LE

# TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE

LA PEINE DE MORT EST ABOLIE.

Le TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE paraît tous les *Lundi, Mercredi et Vendredi.*

Prix de l'Abonnement pour trois mois, porté à domicile : 2 fr. — Un numéro vendu sur la voie publique : 5 CENTIMES.

BUREAU DE VENTE, RUE DES VIEUX-AUGUSTINS, 8.

Dans notre prochain numéro, nous publierons :  
L'ORGANISATION DU TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE  
et de la BOITE DE FER, destinée à recevoir les dénonciations des bons patriotes.

Paris, le 19 juin.

## LE TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE.

Nous devons à nos lecteurs l'exposé des motifs qui nous ont amenés à publier cette véritable feuille judiciaire de la république.

Un jour, on amena à la barre du tribunal révolutionnaire, du grand tribunal créé par le fameux décret du 22 prairial, une aristocrate, correspondante de Pitt et de Cobourg, suspecte et accusée d'incivisme et de complot contre la république une et indivisible : la citoyenne de Mouchy, ex maréchale de France.

— Citoyenne, lui dit Fouquier-Tinville, vous êtes accusée d'avoir correspondu avec Pitt et les émigrés, d'avoir porté sur vous des emblèmes de la royauté déchue, d'avoir enfin organisé, dans les prisons, un complot tendant à dissoudre et à massacrer la Convention nationale !

La citoyenne de Mouchy ne répond pas.

Nouvelle interpellation ; profond silence de l'accusée.

Fouquier-Tinville et Dumas insistent, mais sans obtenir de réponse ; lorsqu'un témoin fait observer que la vieille aristocrate est sourde comme une taupe, et n'a pu entendre très-probablement un seul mot de l'interrogatoire.

Fouquier-Tinville se tourne alors impassiblement vers les greffiers :

— Ecrivez, leur dit-il, que madame a conspiré *sourde-ment* !

Heureux temps pour la république que celui-là, où, pour trouver des conspirateurs, il fallait que l'accusateur public eût recours à de pareils moyens !

Les conspirateurs qui menacent aujourd'hui notre jeune république ne sont ni sourds ni muets, et, s'ils comparaissent devant un jury populaire, les preuves ne manqueraient pas pour les faire tomber sous le coup de la loi !

Ici nous sentons un petit frissonnement glisser sur l'épiderme du lecteur.

« Les coups de la loi !... nous dit-il, qu'entendez vous par coup de la loi ? Appelleriez-vous le retour de ce tribunal qui envoyait chaque jour les condamnés, entassés dans des tombereaux, sur la place de la Révolution ! Prenez garde à vous ! la garde nationale est persuadée que les républicains démocrates veulent restaurer l'instrument du docteur Guillotin ; on répète tout bas, dans les rangs des compagnies *modérées*, qu'on a trouvé des listes de proscriptions chez Sobrier ; dans les papiers de Louis Blanc, au Luxembourg, un petit dessin au lavis d'une guillotine coupant trois têtes à la minute !... Encore une fois, citoyen rédacteur, attention à vous ! Si la garde nationale vous entend parler des coups de la loi, elle va vous confondre dans sa juste horreur pour toute réminiscence de 1793, et elle vous fera passer, un jour ou l'autre, ce qu'on appelle, en langage *modéré*, un mauvais quart d'heure. Rappelez-vous la maison de Sobrier, les caves enfouies, les tiroirs vidés, les armes de luxe enlevées, les murs percés et les paillassons brûlés par l'ordre public en personne ! »

Ami lecteur, rassure-toi. La peine de mort, en matière politique, a été abolie par le gouvernement provisoire ; et, à moins que l'assemblée nationale, qui paraît si mal disposée pour tout ce qu'ont fait les hommes de février, ne s'amuse, pour passer le temps et pour gagner son salaire journalier de 22,500 fr., à reporter ce décret (qui est assez *modérée* pour agir ainsi), il est bien entendu que : « les coups de la loi, en matière politique, ne sont plus désormais des coups de hache ! »

Ceci posé, afin que le *Siècle*, le *Constitutionnel*, la *Presse*

et le club peu démocratique du passage Jouffroy ne nous imputent pas charitablement des projets qui n'ont jamais existé que dans leur imagination troublée.

La peine de mort a été abolie. Ceux qui seraient capables de la rétablir ne sont pas dans nos rangs ; ils seraient tout au plus dans les rangs des ces royalistes blancs qui ont fait fusiller le maréchal Ney et Labédoyère, qui ont guillotiné le général Berton, ou dans les rangs de ces royalistes tricolores qui ont à venger leur honteuse défaite du 24 février 1848.

Mais la justice subsiste toute entière, et les attentats journaliers des conspirateurs dont nous parlions plus haut appellent une prompte instruction et une répression immédiate.

Il ne faut pas que la république reste désarmée devant ses éternels et implacables ennemis : les aristocrates auraient trop beau jeu, et ils auraient le droit de se moquer de nous.

D'ailleurs, une autre considération doit être mise ici en relief. Il y a quatre mois, un complot a été organisé tendant à jeter la France dans les horreurs de la guerre civile, ou dans les chaînes de l'arbitraire : des attentats aux mœurs publiques, renouvelés chaque jour par une bande d'êtres dépravés, avaient préparé le peuple à l'esclavage par la corruption des cœurs.

Ces conspirateurs, ces corrupteurs publics, ne se cachaient pas ; ils étaient connus, ils le sont encore ; et la révolution de février, trop magnanime, nous dirons même trop négligente a oublié après le triomphe les crimes qui avaient amené la lutte. Les chefs, les instigateurs du complot, les proxénètes, les entremetteurs de la corruption, ont franchi impunément la frontière ; et, tandis que quelques patriotes égarés expient en ce moment dans le donjon de Vincennes un instant d'exaltation révolutionnaire, les scélérats qui ont fait massacrer cinquante-deux citoyens sous les murs de l'hôtel des Capucines, qui avaient armé nos braves soldats, dès le 22 février, de pioches, de torches, de bombes incendiaires et de mitraille pour dévaster la capitale du monde civilisé, s'engraissent à loisir, dans quelques vertes retraites d'outre-Manche ou d'outre-Rhin, des millions qu'ils ont volés au pays.

Ab ! l'on a dit quelque part que l'indignation fait les poètes ! Cette fois-ci, aristocrates, conspirateurs, complotteurs de guerre civile, corrupteurs, exploitateurs, de tous les rangs et de tous les étages ; caméléons et hyènes politiques, l'indignation qui s'empare de nous va vous donner des juges ; et, devant notre TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE, vous comparaitrez un à un, pour entendre le réquisitoire de l'accusateur public, pour présenter votre défense, si le crime trouve des défenseurs, si la lâcheté trouve des apologistes, si la corruption trouve encore des avocats ! et le *verdict populaire* vous déclarera indigne de porter le nom de *citoyens français* ! C'est la seule peine que notre tribunal révolutionnaire prononcera contre les grands coupables.

Quant aux accusés qui obtiendront devant le jury de notre tribunal le bénéfice des circonstances atténuantes, quant aux simples délits, des *peines proportionnelles* leur seront appliquées ; et, si quelque sentiment démocratique subsiste encore dans leur cœur, la simple *réprimande* qu'ils encourront suffira pour les ramener à la pratique des vertus républicaines.

Citoyens, la publicité des débats est une garantie de justice et un droit pour tout accusé. Vous ne ferez pas défaut, dans votre patriotisme, aux séances du TRIBUNAL RÉVOLUTIONNAIRE, qui s'ouvrent aujourd'hui, mercredi, 21 juin 1848, pour continuer tous les lundi, mercredi et vendredi de chaque semaine.

VIVE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE UNE ET INDIVISIBLE !

## Tribunal révolutionnaire.

(Séance du 21 juin 1848.)

PROCÈS DE LOUIS PHILIPPE ET DE SES MINISTRES.

*Accusation de complot contre la sûreté de l'Etat ; de complicité avec l'étranger ; d'atteinte aux grands principes de la souveraineté du peuple ; de violation de la Charte et des lois organiques ; d'attentats aux mœurs publiques ; de détournement des revenus publics ; de vols commis de nuit et à main armée dans les forêts de l'Etat ; de provocation à la guerre civile.*

Ce procès a attiré une grande affluence de curieux. Au moment où les portes sont ouvertes, une foule compacte envahit les places disposées pour le public. On remarque dans cette foule plusieurs figures bien connues, qui appartiennent évidemment à des ex-fonctionnaires publics, à des complices plus ou moins directs des crimes qui vont se dérouler à la barre du tribunal. Cela n'étonne personne ; car on se rappelle que, dans les audiences des cours d'assises et de la police correctionnelle, le même fait se produisait, et que l'on y voit, malgré le danger auquel ils s'exposent, les amis, les complices des accusés, venir suivre avec anxiété, cachés dans la foule, les phases d'un procès dont ils connaissent les éléments.

A midi, le tribunal s'installe. Les quatre-vingt-neuf jurés, représentant chacun un des départements de la république, sont placés au fond de la salle, sur une triple rangée de banquettes ; plus bas, un peu plus en avant, et au milieu, se trouvent, devant une grande table couverte d'un tapis vert, les douze juges et le président qui doit procéder à l'interrogatoire. A droite du tribunal, sur une estrade, l'accusateur public est assis, ceint de l'écharpe tricolore ; vis-à-vis, à gauche, se trouvent les greffiers.

Un huissier fait faire silence lorsque tout le monde est placé.

L'accusateur public se lève et prononce ces paroles :

« Attendu que les accusés n'ont point répondu au mandat de comparaitre lancé contre eux ; que, d'un autre côté, les mandats d'amener n'ont pu être mis à exécution, les accusés ayant tous pris la fuite et s'étant retirés à l'étranger, où les rois leur ont tout naturellement accordé l'hospitalité qu'on se doit entre complices ;

« Plaise au tribunal ordonner qu'il sera passé outre aux débats, et que les accusés seront condamnés comme contumaces, et tous pouvoirs donnés aux agents de la force publique pour les saisir partout où ils seraient rencontrés, dans la limite des frontières de la République. »

Le tribunal, après quelques minutes de délibération, attendu que la fuite des accusés est constante, que les mandats de comparaitre leur ont été légalement signifiés à leur domicile respectif, ordonne qu'il sera passé outre aux débats, conformément aux conclusions de l'accusateur public.

Le greffier est invité à donner lecture de l'acte d'accusation.

Nous croyons devoir publier en entier cette pièce importante malgré son étendue.

## ACTE D'ACCUSATION.

Le 23 février au soir, la nouvelle s'étant répandue dans tout Paris que le roi Louis-Philippe venait de signifier au ministre Guizot-Duchâtel qu'il eût à se démettre de ses portefeuilles, une grande joie s'était emparée de toute la population, et une foule immense s'était portée sur les boulevards faisant retentir l'air de ses acclamations. Les fenêtres étaient illuminées, c'était une véritable fête pour tous les patriotes qui avaient craint un moment, dans la journée du 22 et dans celle du 23, que d'inutiles collisions ne vissent ensanglanter les rues de la capitale au profit seul de quelques ambitieux qui eussent ramassé un ministère dans le deuil et la désolation des familles.

Cependant le ministre Guizot était toujours dans son hôtel du boulevard des Capucines, entouré d'un régiment



de ligne, de plusieurs escadrons de cavalerie et de cette garde municipale que des hommes perfides excitaient depuis longtemps contre le peuple.

A neuf heures trois quart, la foule était si épaisse sur le boulevard des Capucines et des Italiens, qu'elle se mouvait à peine. Des femmes, des enfants, des vieillards y étaient mêlés, unissant leur joie à la joie commune; quelques citoyens, portant des torches et chantant des airs patriotiques, venaient de passer, se dirigeant du côté de l'hôtel des Capucines, lors qu'à tout à coup un bruit épouvantable, suivi d'abord d'un morne silence, puis d'une immense clameur, se fait entendre: c'est un feu de bataillon qui vient d'avoir lieu; bientôt une seconde décharge fait explosion, et toute cette foule, un instant immobile de terreur, se précipite tout aussitôt, fuyant la scène de carnage.

Les troupes stationnant devant l'hôtel Guizot venaient de fusiller à bout portant les paisibles promeneurs; CINQUANTE-DEUX CADAVRES étaient étendus sur les dalles et sur le pavé rougis de leur sang; plus de deux cents blessés étaient transportés au loin.

Une heure après, Paris était en pleine révolution. Un tombereau, chargé des victimes, parcourait les rues à la lueur des torches. Les cris: Aux armes! des barricades! se faisaient entendre; et le lendemain, après plusieurs heures de combat, la royauté, renversée par le peuple avec tous ses ministres, se dérobait par la fuite au juste châtiment que réclamait ses forfaits.

L'instruction à laquelle s'est livré l'accusateur public a dû prendre les faits qui précèdent comme point de départ de ses investigations; et c'est de cette soirée du 23 février et de la journée du 24, que, remontant des effets aux causes, il a pu dresser l'acte d'accusation contre les grands coupables traqués aujourd'hui devant la justice du peuple.

Nous n'appellerons pas l'attention du tribunal sur tous les faits qui se sont passés du 29 juillet 1830 aux derniers mois de l'année 1840; ils seraient cependant de nature à faire peser l'inculpation de plusieurs attentats et d'un grand nombre de crimes, soit contre le principal accusé Louis-Philippe d'Orléans, soit contre quelques uns de ceux qui sont traduits aujourd'hui devant vous; mais, comme ils se rattachent en même temps à une certaine catégorie de citoyens contre lesquels une instruction toute particulière sera commencée plus tard (tels que les citoyens Thiers, Dupin, Decazes, etc.), nous les négligerons pour le moment, les faits qui se sont passés depuis 1840 étant plus que suffisants pour appeler toute la sévérité des lois sur les accusés.

Le 29 octobre 1840, Louis Philippe s'étant débarrassé du cabinet Thiers, dont la turbulence, l'avidité et l'ambition personnelle lui étaient quelquefois incommodes, confia les portefeuilles à un cabinet dirigé par un ancien complice de Louis XVIII, un des instigateurs de la terreur blanche de 1815 à 1816, rédacteur du *Moniteur de Gand*, le sieur Guizot, le même qui avait appelé la funeste bataille de Waterloo « une journée heureuse pour la France royaliste! »

Dès ce moment la pensée constante de Louis-Philippe d'Orléans, la contre-révolution, devient de plus en plus évidente, et chaque mois, chaque semaine, chaque jour sont marqués par que que trahison, par quelque attentat contre la souveraineté du peuple, contre la morale publique, contre la fortune de l'Etat.

La pensée de Philippe d'Orléans, qui fut aussitôt partagée par ses ministres, était celle-ci :

« La France est un corps social plein de sève et de vigueur, et qui ne se laissera point réduire à l'esclavage, à l'état de serf, tant qu'il conservera la robuste santé qui lui a été donnée par le régime républicain et par le régime impérial. Elle puise sa force dans une austère moralité démocratique, dans un noble sentiment de fierté nationale, enfin dans ses richesses industrielles et agricoles. Humilions-la vis-à-vis de l'étranger, démoralisons-la, corrompons ses mœurs, épuisons ses richesses, tarissons-les par l'impôt et les dilapidations, et la France épuisée tombera à nos pieds, tendant le cou à nos chaînes, et sa bourse à notre rapacité. »

Du 29 octobre 1840 au 1<sup>er</sup> janvier 1848, l'œuvre constante de Philippe d'Orléans et du ministère Duchâtel-Guizot, poursuivit constamment ces trois résultats criminels :

1<sup>o</sup> *Humiliation vis-à-vis l'étranger, trahison pour affaiblir, énerver, atrophier notre fibre nationale.* — Nous n'avons qu'à rappeler ce qui s'est passé pour le droit de visite, pour la rentrée dans le fameux concert européen, pour les affaires de la reine Pomaré, pour le Portugal, le Maroc, Madagascar, la Pologne, la Suisse et l'Italie.

Louis-Philippe d'Orléans, de complicité avec le sieur Guizot, ministre des affaires étrangères, le ci-devant baron Mackau, et, plus tard, le ci-devant comte de Montebello, ministres de la marine, le ci-devant maréchal Solit, président du conseil et ministre de la guerre, le sieur Molnes de Saint-Yon, qui succéda au ci-devant maréchal, et le sieur Trézel, qui prit enfin le portefeuille des mains de Molnes de Saint-Yon; de complicité avec tous ces traîtres, Louis-Philippe d'Orléans traîne dans la boue l'honneur, le nom et le drapeau français.

Il vend notre marine à l'Angleterre, il fait donner de l'argent français à un misérable espion britannique, Pritchard, qui a insulté notre pavillon et fait tuer nos soldats; sur une note insolente venue de Londres, il renonce à la guerre du Maroc qui aurait indemnisé la France de ses sacrifices.

En Portugal, il va étouffer la révolution avec l'aide des habits rouges; par les notes secrètes, il prend à Vienne et à Berlin l'engagement de laisser violer le territoire de Cracovie et outrager le cadavre de la Pologne. Il fait faire à la tribune l'apologie des massacres commis en Galicie par

Metternich. En Suisse, un mouvement démocratique a lieu, Louis-Philippe fait passer secrètement des fusils français aux jésuites de Fribourg, aux aristocrates de Lucerne. En Italie, il envoie des agents chargés d'écraser dans son germe la révolution italienne.

La France, après sept années de pareilles trahisons, était aux genoux de l'Europe, non pas en suppliante, mais succombant sous le poids de la honte, et cachant sa tête rougissante dans ses deux mains.

2<sup>o</sup> *Démoralisation et corruption des mœurs publiques.* — Ici, citoyens jurés, nous avons besoin de tout notre dévouement à la justice du pays, de toute notre indignation pour le crime, de toute notre ferme résolution de l'extirper du sol démocratique, pour surmonter le dégoût qui s'empare de notre cœur devant un spectacle repoussant.

Louis-Philippe d'Orléans complotait avec le sieur Tanne-guy Duchâtel, ministre de l'intérieur, la perte de nos mœurs publiques. Un ignoble réseau de corruption, de concussions, de trip tages honteux, de marchés, de pots de vin, d'achats de conscience, s'étend sur tout le pays légal.

Les fonctionnaires vendent les faveurs ministérielles, les ministres vendent les fonctions, les électeurs vendent leurs votes, les députés vendent les lois, les administrations publiques vendent les adjudications, et Louis-Philippe d'Orléans achète en détail la France à vil prix, avec l'impôt produit par les misères et par la sueur du peuple, du travailleur, du prolétaire. Longtemps ces trafics se font dans l'ombre, clandestinement; mais enfin un coin du voile se déchire, et nous voyons alors des ministres, des ci-devant pairs de France, des députés, des électeurs, des ambassadeurs, des aides-de-camp de l'ex roi, des fonctionnaires de tous rangs et de toutes couleurs, traîner leurs immoralités, leurs crimes, leurs scandales, leurs forfaits, leurs guenilles dorées et maculées sur les bancs des cours d'assises.

Bientôt les impures vapeurs qui s'élèvent du cloaque officiel gagnent de proches en proches et menacent de porter le virus pestilentiel dans toutes les parties du corps social. Le peuple lui-même commence à en ressentir les funestes atteintes.

Cependant, pour acheter ainsi, pour trafiquer de toute chose, il faut de l'or, il faut des masses de numéraire sans cesse renouvelées: où les prendre? dans l'impôt, dans l'emprunt, dans le vol. Nous arrivons ici au troisième chef d'accusation.

3<sup>o</sup> *Epuisement des finances publiques, dilapidation, concussion.* — La nécessité de tout devoir à l'argent conduit Louis-Philippe d'Orléans, de complicité avec les sieurs Lacave-Laplague, ministre des finances, et avec le sieur Sylvain Du non, qui lui succède à creuser sous le pays cet abîme du déficit, dans lequel, sans compter les emprunts, il ensevelit un milliard de dette, légué à la révolution de février.

Mais le milliard ne suffit pas, et l'avidité, la cupidité, les appétits brutaux des fonctionnaires, l'élasticité de leurs estomacs devinrent tels, qu'il fallut leur livrer d'autres aliments. Chaque fonctionnaire, dans le département des finances, dans ceux de la guerre, de la marine, de la justice, des affaires étrangères, des travaux publics, de l'intérieur et du commerce, reçoit carte blanche pour faire argent de tout, et l'administration française sur toute son étendue n'offre bientôt plus qu'une vaste plaie: la concussion.

Ce n'est pas tout. La liste civile voulut avoir sa part dans la curée; il lui fallait à elle aussi un supplément d'appointement. Louis-Philippe d'Orléans ne recevait en argent, de la nation, qu'un million par mois, un seul million; il en voulait davantage, ce prince corrompu, avare, sans entrailles pour les misères du pays, et qui possédait une fortune de 400 millions, dérobée par toutes sortes de manœuvres et d'exactions déguisées sous le nom d'échange, d'indemnités, etc., au domaine public. La couronne avait pour apanage des châteaux, des parcs, des bois et des forêts, mais seulement en usufruit.

Le revenu, les coupes, fermages, produits de ces châteaux, parcs, terres, bois et forêts appartenaient à Louis-Philippe d'Orléans.

C'est alors qu'il imagina d'introduire en France ces coupes de bois, dites à l'Allemande, qui font produire à une forêt le double de son revenu naturel, mais au détriment de l'avenir, et en ruinant tout à fait le fond, le capital, au seul profit de la rente. La nuit, des bandes d'individus payés par la liste civile fauchèrent les bois et les fûts, taillèrent, coupèrent; et ces vols qualifiés produisirent au ci-devant roi plusieurs centaines de millions, qu'il faisait passer à l'étranger sur les banques d'Angleterre et sur celle des Etats-Unis.

Tel est, citoyens jurés, le résumé succinct des charges qui pèsent sur Louis Philippe d'Orléans et sur ses neuf ministres, dont nous avons tracé la part de complicité, le 29 octobre 1840 au 31 décembre 1848.

Les pièces à l'appui, correspondances, traités, marchés, documents produits lors des procès des sieurs Teste, Cubières et Pellapra, du receveur des contributions de Corbeil, d'un aide-de-camp du ci-devant duc de Nemours, surpris volant au jeu; procès-verbaux, expertises faites dans les forêts de l'Etat, liasses trouvées aux Tuileries le 24 février, etc., etc.: toutes ces pièces sont jointes au dossier et vous seront communiquées, afin que nul doute ne puisse demeurer dans votre esprit sur la culpabilité de ces hommes pervers.

Nous arrivons maintenant à ce qui s'est passé du 1<sup>er</sup> janvier 1848 au 24 février, et nous entrons dans les faits qui concernent spécialement l'accusation d'attentat contre la souveraineté du peuple, de provocations à la guerre civile et d'assassinats dans les rues de Paris.

(La suite et la fin au prochain numéro.)

## Boîte de fer.

« Le citoyen Thomas (Clément), commandant de la garde nationale de Paris, a commis plusieurs actes qui me paraissent de nature à rentrer dans les faits soumis à la juridiction du tribunal.

1<sup>o</sup> Il y a quelques jours, sur le pont de la Concorde, il se serait écrié, en désignant plusieurs groupes à un escadron de cuirassiers: Chargez moi cette b..... de canaille.

2<sup>o</sup> Dans une des dernières séances, au milieu du tumulte produit à l'assemblée nationale par la lecture d'une lettre du ci-devant prince Louis-Napoléon Bonaparte, le citoyen Thomas (Clément) a dit à la tribune: « Si mes renseignements sont exacts, ce sont des coups de fusils, c'est une bataille que vous aurez demain dans les rues! »

Attendu que ces deux faits sont de nature à porter atteinte aux sentiments de fraternité qui doivent exister entre tous les démocrates, ou encore à troubler l'ordre de la république, je demande à l'accusateur public qu'il prenne des informations, et qu'il traduise devant le tribunal le citoyen Thomas (Clément), pour subir une réprimande que je crois méritée.

« Salut et fraternité. »

(Un garde national qui n'a jamais porté l'ourson.)

## CITOYEN ACCUSATEUR PUBLIC.

« Je demande formellement que vous instruisiez le procès des marchands de coco qui, sous prétexte de verser de l'eau de réglisse et de citron aux citoyens, sur la place Maubert et sur les boulevards, ont été surpris leur versant des petits verres d'eau-de-vie.

« Il y a, évidemment quelque complot là-dessous; on voulait enivrer le peuple, pour qu'il y vit moins clair, et la république aurait trebuché avec lui.

« Voici quelques renseignements qui pourront vous servir, citoyen accusateur, pour vous mettre sur la piste des trameurs de complot. Le même jour où le cognac coulait à plein bords des robinets de fer blanc, on échangeait une grande quantité de roubles de Russie chez nos marchands de pièces de cent sous, et des sommes étaient distribuées ou offertes dans des groupes à des travailleurs sans ouvrage.

« Or, tout le monde sait que sa majesté l'autocrate n'aime pas assez la révolution et les révolutionnaires pour leur envoyer gratuitement le produit de ses mines d'or.

« Enfin le soir, sur les boulevards, j'ai surpris trois ou quatre ci-devant comtesses du faubourg Germain, accompagnées de respectables vieillards, dont la boutonnière pleurait le ruban de Saint-Louis. Placées sur la porte du café qui avoisine le bazar Bonne-Nouvelle, ces citoyennes suivaient avec un visible intérêt le mouvement des groupes qui stationnaient sur le boulevard; de temps en temps quelques citoyens très cossus sortaient de la foule et venaient leur parler mystérieusement. Comme elles étaient trop vieilles pour supposer que ces propos étaient des propos d'amour, j'incline à croire que c'étaient des propos contre-révolutionnaires. Après tout, c'est à vous, citoyen accusateur public, à voir clair au fond de tout ça.

« Mon opinion à moi, en attendant, c'est que le ci-devant duc de Chambord intrigue, que ses amis se remuent, que plus d'un a crié: Vive Napoléon! dans le seul but d'habituer le peuple à entendre parler des prétendants.

« Si le citoyen Louis Bonaparte n'avait pas déjoué patriotiquement toutes ces intrigues par une démission qui lui fera le plus grand honneur dans l'histoire, ces misérables, après avoir fait tomber l'oncle dans le sang français à Waterloo, étaient capables de faire choir le neveu dans une émeute provoquée malgré lui et en son nom.

« VIVE LA RÉPUBLIQUE!

« Un marchand de coco  
qui distribue du vrai jus de réglisse. »

« Un journal publie le fait suivant, sur les menées électorales des royalistes, dans le midi de la France :

« Dans les environs de Marseille, de faux géomètres se sont répandus dans la campagne, mesurant, arpétant les terrains. Quand les paysans surpris leur demandaient ce qu'ils faisaient, ils répondaient: On mesure les terres pour en faire le partage; les députés républicains vont voter la loi agraire. »

« Là-dessus, les naïfs paysans d'aller déposer dans l'urne le nom d'un député légitimiste, M. Pouloulat, ou d'un député conservateur, M. Reybaud. »

« De pareils actes sont peut-être plus que des délits; mais enfin on peut se montrer indulgent, pour la première fois, surtout envers des individus qui ont contracté, par un long contact avec la monarchie, des habitudes invétérées de vice et de corruption. En conséquence, l'auteur de cette note demande qu'une instruction ait lieu sur les faits cités plus haut, et qu'une bonne réprimande apprenne à ces géomètres politiques les limites dans lesquelles ils devront se tenir désormais, s'ils ne veulent point qu'on prenne contre eux des mesures exceptionnelles, et qu'on blaye le sol où ils osent planter les jalons de la royauté. »

« Un ancien élève de l'école polytechnique. »

Le Rédacteur-gérant, OLLIVIER.

Paris. — Imprimerie de BOUTÉ, rue Coq-Héron, 3.